

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
17 janvier 2014
Français
Original : anglais

Lettre datée du 14 janvier 2014, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Jordanie

J'ai l'honneur de vous transmettre le document de réflexion établi en vue de la réunion d'information du Conseil de sécurité qui doit se tenir le 29 janvier 2014, sur le thème « La guerre, ses enseignements et la quête de la paix permanente » (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
(*Signé*) Zeid Ra'ad Zeid **Al-Hussein**



**Annexe à la lettre datée du 14 janvier 2014 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de la Jordanie**

Document de réflexion

**La guerre, ses enseignements et la quête
de la paix permanente**

Quand l'Organisation des Nations Unies a été créée à la fin de la Seconde Guerre mondiale, il y a près de 70 ans, c'était essentiellement pour éviter une autre guerre « mondiale »¹. Dans la pratique, elle a aussi permis à l'humanité de « préserver les générations futures du fléau de la guerre »². Dans ce contexte, « guerre » désigne la guerre en général, y compris les guerres civiles qui, même si elles semblent exclusivement internes dans leurs manifestations, ont invariablement des causes ou des conséquences qui dépassent les frontières, et risquent donc de compromettre la paix et la sécurité internationales.

Depuis 69 ans, le Conseil de sécurité confie des missions variées au personnel des Nations Unies : faire respecter des trêves, séparer des parties belligérantes, faire participer davantage les institutions, en aidant par exemple les États sortant d'un conflit à rédiger leur nouvelle constitution ou en formant du personnel – des policiers aux contrôleurs aériens. Tout cela est bien connu. Pourtant, l'essentiel de ce que l'ONU fait pour maintenir la paix et la sécurité internationales est surtout d'ordre matériel : séparer des belligérants, jouer un rôle de médiateur, former des policiers et aider à reconstruire des infrastructures, notamment.

Ce que l'ONU ne maîtrise pas bien, c'est ce qui peut permettre de contribuer à une réconciliation profonde des ex-combattants et du peuple qui repose sur une histoire commune, sur le souvenir commun d'un passé troublé. Cela est particulièrement utile dans le cas de conflits religieux ou ethniques et de guerres motivées par le nationalisme ou des idéologies extrémistes. Bien que l'Organisation ait parfois aidé à mettre en place des commissions de vérité importantes, elle privilégie généralement les projets à effet rapide, les projets pilotes et le développement économique rapide, convaincue que la réconciliation en découlera automatiquement, ce qui peut arriver, ou pas. Même si cela arrive, la réconciliation peut facilement rester superficielle si elle n'est pas le fruit d'une analyse approfondie, car il suffit d'un individu malintentionné un tant soit peu charismatique qui sache exploiter les vieilles rancœurs à des fins politiques pour raviver les haines enfouies et faire naître de nouvelles menaces pour la paix et la sécurité internationales.

Le débat thématique proposé par la Jordanie, qui assure la présidence du Conseil de sécurité en janvier 2014, doit être l'occasion pour le Conseil de tirer des conclusions de son analyse de la guerre et des moyens nécessaires pour parvenir à une paix permanente. La présidence jordanienne est convaincue qu'il vaut la peine d'analyser la guerre a posteriori afin d'en tirer des conclusions sur ses causes

¹ « ... qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances... », Charte des Nations Unies, premier paragraphe du préambule.

² Charte des Nations Unies, premier paragraphe du préambule.

profondes : les divergences dans l'interprétation de l'histoire, qui soulèvent les peuples les uns contre les autres et qui alimentent parfois des idéologies chauvines empreintes de sentiments de victimisation et d'injustice, lesquels conduisent souvent ceux qui les éprouvent à faire subir à leur tour des violences aux autres. Le parti nazi n'a-t-il pas, dans les années 20 et 30 en Allemagne, manipulé des faits historiques pour les mettre au service de son idéologie de haine? Combien d'autres, seuls ou en groupe, partout dans le monde, se sont ainsi emparés d'une version controversée d'événements historiques à des fins politiques, au risque de déclencher un affrontement armé? Par conséquent, même si nous parvenons à cerner les facteurs psychologiques de nombre de conflits, nous avons trouvé trop dangereux de nous y attaquer jusqu'à présent, estimant que nous risquions de rouvrir des blessures.

Depuis plusieurs années, la communauté internationale s'intéresse de plus en plus à l'évaluation de la responsabilité pénale individuelle dans le cas des crimes les plus graves. Outre un besoin suprême de justice, la raison en est que tout le monde s'accorde à penser que « l'amnésie forcée », qui est généralement la condition de la réconciliation, présente de grands dangers, et qu'il faut donner à la vérité la place qui lui revient, non seulement dans le cadre des procès, mais aussi du règlement des conflits armés. Or, cela n'est possible que si elle est déterminée d'un commun accord et bien comprise par les ex-parties belligérantes.

Une des questions essentielles que les délégations sont invitées à examiner dans le cadre du débat est : Que risque-t-on si l'on continue à faire passer la mémoire après les manœuvres politiques, la réforme du secteur de la sécurité et la reprise économique rapide, notamment, et qu'on ne lui donne pas plus d'importance? Ne risque-t-on pas, par exemple, de faire perdurer des situations où ne règne qu'un semblant de paix lié à l'absence de combats, au lieu d'une paix durable reposant sur des fondements solides?

Les délégations sont également invitées à réfléchir à des exemples concrets de réconciliation sincère fondée sur une interprétation commune de l'histoire, ciment d'une paix durable. Quelles leçons en tirer et comment s'inspirer de ces enseignements pour établir des modèles de bonnes pratiques qui puissent s'appliquer à des situations présentes ou futures de sortie de conflit?

Que peut ou que doit faire précisément le Conseil de sécurité? La présidence jordanienne invite les délégations à réfléchir à ce qui suit. Si la condition nécessaire pour que les parties s'entendent sur une version des faits est qu'il existe des documents d'État, le Conseil pourrait-il envisager de confier à une équipe restreinte de consultants en histoire, une fois que les armes se seront tues, le soin d'aider les autorités à récupérer ou protéger de toute urgence ces documents? Ce n'est pas tout. Cette équipe pourrait-elle aussi les aider, dans les premiers temps, à mettre en place un service d'archives nationales (qui, dans la plupart des pays sortant d'un conflit, n'existe pas) ou à créer une commission historique nationale – dans le cas de conflits essentiellement internes par nature – ou internationale – dans le cas de conflits de dimension internationale?

Toutes ces questions étant sensibles, on a justement tendance à les éviter plutôt qu'à prendre la responsabilité de s'y attaquer.

Pour résumer, le Conseil de sécurité doit, d'après la présidence jordanienne, changer de mode de pensée et déterminer le meilleur moyen d'utiliser les dispositifs

concrets destinés à mettre un terme aux combats pour parvenir à une paix réelle, irréversible, renforcée par une interprétation historique commune du conflit qui s'est achevé.

La présidence jordanienne compte inviter le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques à informer le Conseil de sécurité qu'il importe de tirer les leçons de l'histoire en général, et comment une interprétation commune du passé permet de renforcer la paix et la sécurité internationales, responsabilité qui incombe au premier chef au Conseil de sécurité.
